



Le miroir toxique de la Russie

Comment un style politique qui a affaibli Moscou érode aujourd'hui la puissance américaine

Dimitri MINIC

► Points clés

■ Un style politique longtemps associé au système autoritaire russe (pensée conspirationniste, personnalisation du pouvoir, mépris pour l'État de droit et instrumentalisation de la vérité) devient de plus en plus visible aux États-Unis. Il ne s'agit pas d'équivalence, mais de convergence.

■ Ce style s'ancre dans une lecture du déclin comme produit d'une trahison. En Russie comme dans le mouvement MAGA, il conduit à désigner des « cinquièmes colonnes », à personnaliser le pouvoir et à subordonner les institutions à la loyauté, au détriment du pluralisme et de la compétence.

■ Les alliés sont redéfinis comme des menaces, la coercition l'emporte sur la coopération et

l'attention stratégique se déplace vers des ennemis fantasmés, au prix d'un affaiblissement réel face aux rivaux systémiques.

■ L'érosion du rapport à la vérité ouvre la voie à une politique dominée par le récit, le ressentiment et la mise en scène, jusqu'à un basculement vers le nihilisme stratégique. Les dirigeants finissent par sacrifier les instruments mêmes de la puissance (institutions, alliances, crédibilité) au profit du statut et des gains symboliques.

■ L'effondrement de la puissance russe en Ukraine n'est pas un modèle à imiter, mais un avertissement : voilà ce qui advient lorsque le pouvoir se détache du réel.

Introduction

Trois décennies après la fin de la guerre froide, certains traits d'un style politique longtemps associé au système autoritaire russe (mépris de l'État de droit, vision conspirationniste du monde, personnalisation du pouvoir et instrumentalisation de la vérité) deviennent de plus en plus visibles au sein des démocraties occidentales, et tout particulièrement aux États-Unis. En Russie, ce style n'a pas renforcé la puissance de l'État ; il a au contraire réduit ses marges de manœuvre stratégiques et contribué à son affaiblissement sur le long terme.

Il ne s'agit pas ici d'affirmer une équivalence, mais de décrire une convergence. Les États-Unis demeurent une démocratie pluraliste, dotée d'institutions solides et de contre-pouvoirs réels. La Russie cherche activement à affaiblir les démocraties occidentales, mais elle exploite avant tout des vulnérabilités qui lui sont propres : crise de la représentation politique, désindustrialisation, conflits identitaires et polarisation croissante. Le risque est qu'un style politique déjà éprouvé comme autodestructeur en Russie commence à corroder, selon des logiques comparables, les fondements mêmes de la puissance occidentale : les institutions, les alliances et la crédibilité stratégique.

Le mythe de la trahison

Au cœur de ce style politique se trouve une idée simple : le déclin national – réel ou supposé – serait avant tout le produit d'une trahison. À partir du début des années 1990, les *siloviki* ont cherché une explication à l'effondrement impérial soviétique. Elles ont convergé vers une réponse commode : l'Union soviétique se serait moins effondrée en raison de ses faiblesses internes qu'en raison d'une offensive occidentale, rendue possible par une « cinquième colonne » – Gorbatchev, Eltsine et les « réformateurs » libéraux. Au début des années 2000, cette lecture s'était déjà imposée comme une orthodoxie.

Sous Vladimir Poutine, cette réécriture du passé a durablement structuré la vie politique russe. Elle a servi à légitimer la répression intérieure comme la revanche extérieure. Elle nourrit une logique de « purification » interne et ancre un ressentiment durable à l'égard de l'Occident.

Les mythes fondateurs de l'ère Trump sont moins cohérents, mais ils jouent un rôle structurant comparable : la guerre d'Irak de 2003 et l'idée selon laquelle l'élection de 2020 aurait été volée. De là, Trump et ses soutiens tirent deux conclusions : réaffirmer la domination américaine à l'extérieur selon une logique transactionnelle, et « purger » la vie politique intérieure de ses élites corrompues. À l'instar des élites politico-militaires russes, le mouvement MAGA interprète le déclin comme l'œuvre d'une « cinquième colonne » : le « *deep state* » et les figures politiques associées aux administrations passées.

Une telle logique appelle la recherche d'un sauveur capable de discipliner des élites jugées traîtresses. Les rituels publics de subordination deviennent alors un théâtre politique. En Russie, les oligarques sont périodiquement humiliés pour rappeler leur dépendance. Aux États-Unis, les dirigeants d'entreprise et les responsables institutionnels sont de plus en plus sommés de manifester leur allégeance politique. Dans les deux cas, l'État de droit et le pluralisme sont progressivement redéfinis comme des contraintes affaiblissant la nation de l'intérieur.

Le pouvoir tend alors à se personnaliser toujours davantage : l'autorité se concentre dans la figure du chef plutôt que dans les institutions ou les règles. La loyauté l'emporte sur la compétence, et la décision se déplace des mécanismes institutionnels vers le jugement personnel.

Lorsque le déclin est interprété comme le produit d'une trahison, la vie politique tend naturellement à s'organiser autour de la recherche de nouveaux traîtres.

Gouverner par la suspicion

À l'instar des élites dirigeantes russes, plusieurs figures centrales du mouvement MAGA estiment que leur pays est victime d'un complot du monde entier. Les puissances étrangères sont présentées comme prédatrices, siphonnant les ressources nationales, tandis que les alliés traditionnels ne sont guère mieux perçus. Moscou affirme régulièrement s'être saigné aux quatre veines pour des alliés ingrats qui se seraient ensuite retournés contre elle. Les alliés européens des États-Unis sont, eux, volontiers réduits au rang de « *free riders* », selon la formule du vice-président James D. Vance.

Lorsque la vie politique s'organise autour de la suspicion, les alliés et les partenaires « civilisationnels » présumés deviennent souvent les premières cibles. Ils sont décrits comme corrompus, sous emprise ou dévoyés, et donc comme devant être « corrigés » pour leur propre bien. L'intervention peut alors être présentée comme une forme de protection ou de restauration : il s'agit à la fois de réaffirmer un ordre impérial et d'empêcher que des modèles politiques jugés déstabilisateurs ne prennent racine chez soi.

Poutine présente ainsi la guerre contre l'Ukraine comme une tragique querelle familiale appelée à s'achever par une réconciliation au sein d'un « même peuple ». Dans cette logique, l'Ukraine démocratique devrait être « régénérée » par un régime pro-russe, expurgé des élites corrompues. Un paternalisme comparable s'étend à l'Europe, dépeinte comme un partenaire civilisationnel égaré, moralement décadent et devant être redressé afin de protéger la Russie de menaces jugées existentielles : l'État de droit, le pluralisme et les libertés.

Des éléments de cette logique apparaissent également dans le discours politique américain. L'administration Trump a soutenu que l'Europe devait être « sauvée d'elle-même » et libérée des élites corrompues de Bruxelles comme des « *deep states* »

nationaux, dont l'influence serait corrosive pour la vie politique américaine. Des variantes de ce récit circulent d'ailleurs dans plusieurs pays européens, où le déclin national est imputé à des élites supposément subordonnées à des forces extérieures, souvent européennes elles aussi.

Une telle vision du monde a un coût stratégique. La suspicion détourne l'attention vers la mise au pas des alliés et des partenaires supposément proches, tandis que les ambitions des véritables rivaux systémiques passent à l'arrière-plan. Alors que Moscou tend à minimiser l'asymétrie croissante qui le sépare de Pékin tout en se focalisant sur la prétendue perfidie de ses voisins et de l'Occident, Washington s'est de plus en plus concentré sur la mise sous pression de ses alliés – par la coercition commerciale et économique, par des menaces territoriales comme dans le cas du Groenland, voire par une rhétorique semblant encourager les pressions russes sur certains partenaires – plutôt que sur la priorisation effective de sa rivalité systémique avec la Chine.

Ce faisant, la Russie comme les États-Unis s'affaiblissent eux-mêmes en poursuivant des ennemis largement fantasmés. Gouverner par la suspicion corrode les partenariats et réduit les options stratégiques. Dans le cas américain, cette dynamique prend une forme particulièrement autodestructrice : elle conduit une puissance structurellement dominante à se percevoir comme faible, et donc à adopter des comportements qui sapent activement sa propre position stratégique. À terme, elle contribue aussi à affaiblir l'autorité même de la vérité.

L'érosion de la vérité

Dans la Russie de Poutine, la vérité est devenue contingente. Les prétentions morales à l'universalité y sont disqualifiées comme culturellement relatives, tandis que l'État revendique une trajectoire civilisationnelle propre, définie en opposition aux normes occidentales. De là découle une vision paranoïaque du monde, dans laquelle les élites se persuadent que l'extérieur jalouse la supposée puissance et les particularités russes, et cherche à exploiter ses vulnérabilités présumées. Dans un tel cadre, l'incertitude n'est plus perçue comme structurelle, mais comme intentionnelle : les événements sont rapportés à des desseins cachés plutôt qu'à des dynamiques contingentes. Les théories du complot stabilisent cette perception en transformant l'ambiguïté en intentionnalité.

Un tel degré de pénétration des raisonnements conspirationnistes au sein des élites russes aurait longtemps paru impensable chez les élites politiques occidentales. Des théories du complot décrivant des plans secrets occidentaux – du « plan Dulles » au projet d'un « milliard d'or » – circulent depuis des décennies chez les élites politico-militaires russes. Interrogé en 2007 sur une fausse citation attribuée à Madeleine Albright au sujet d'une saisie occidentale de la Sibérie, Poutine répondit qu'il n'en connaissait pas l'existence, tout en ajoutant de façon révélatrice qu'il savait que ce type d'idées circulait parmi les élites occidentales. En 2004, après la prise d'otages de

Beslan, Poutine suggéra que des forces extérieures – occidentales – cherchaient à « arracher un morceau » de la Russie, requalifiant ainsi un attentat terroriste en épisode d'une entreprise plus vaste de fragmentation et d'affaiblissement de l'État.

Les États-Unis n'institutionnalisent pas encore pleinement un tel rapport au monde, mais certains segments du discours politique américain laissent entrevoir un changement cognitif de nature comparable. Dans les deux cas, ces récits ne sont pas seulement instrumentalisés : ils sont souvent crus. Il en résulte une mauvaise hiérarchisation de l'attention stratégique. Lorsque Kash Patel, alors proche de Donald Trump et pressenti pour diriger le FBI, propose de transformer le siège de l'agence en « musée du *deep state* », il exprime une logique similaire de déplacement : les défis structurels cèdent la place à des ennemis avant tout symboliques. La circulation transnationale des théories du complot entre la Russie et les États-Unis est l'un des symptômes les plus révélateurs du miroir toxique de la Russie. Leur diffusion par les médias russes constitue une forme de validation externe pour une partie de l'écosystème numérique MAGA.

En Russie, le conspirationnisme a parfois fusionné avec la pseudo-science. La « psychotronique », qui a consisté à militariser des techniques psychiques et physiques paranormales, a largement circulé chez les élites politico-militaires russes. Le général Boris Ratnikov affirmait ainsi, en 2006, avoir conduit des « opérations psychotroniques » et lu dans le subconscient de Madeleine Albright une « haine pathologique des Slaves ». Des programmes de recherche et des projets ont été financés sur cette base, tandis qu'une direction principale de l'état-major général russe y fut intégralement dédiée, révélant combien la pensée magique pouvait contaminer la planification stratégique. Aux États-Unis, plusieurs figures politiques de premier plan ont, elles aussi, relayé des contre-vérités manifestes sur les vaccins, la santé publique ou l'existence de cabales occultes. Lorsque les dirigeants finissent par intérioriser de tels récits, la frontière entre guerre informationnelle et croyance s'effondre ; l'action publique devient réactive et performative, plutôt que véritablement stratégique.

Avec le temps, l'obscurantisme devient structurel. Le Kremlin met en scène la Russie comme un *katechon* retenant la décadence de l'Occident, associé à l'antéchrist. En 2024, Poutine affirmait que le « bal des vampires » allait toucher à sa fin. Des récits comparables, fortement chargés sur le plan moral, circulent dans certains segments de la vie politique américaine, où la compétition géopolitique est de plus en plus requalifiée en affrontement civilisationnel entre pureté et corruption. Pour Paula White, conseillère spirituelle de Trump, « dire non au président Trump, c'est dire non à Dieu ». Le résultat est une destruction progressive de la distance critique. L'expertise indépendante est d'abord regardée avec suspicion, puis délégitimée, avant d'être finalement perçue comme dangereuse.

Cette dynamique se retourne alors contre ses propres promoteurs. Une politique fondée sur la suspicion appelle mécaniquement la contre-suspicion et alimente la

radicalisation. En Russie, les *siloviki*, évoluant dans une atmosphère de conspiration, n'ont pas cessé de critiquer la direction militaire et politique du pays, même après 2022 ; Prigojine et certains blogueurs nationalistes ont contribué à fragiliser l'autorité qu'ils étaient censés servir. Aux États-Unis, la pression constante en faveur de révélations supposément compromettantes – notamment liées à l'affaire Epstein – a enfermé certains responsables dans des cycles de divulgation qui ne font qu'amplifier la suspicion. Lorsque celle-ci devient auto-entretenu et qu'aucune source n'est plus reconnue comme faisant autorité, cette logique finit, à son paroxysme, par corroder jusqu'à la possibilité même de la vérité.

L'« empire du mensonge » – et la bascule dans le nihilisme

Lorsque la vérité cesse de contraindre l'action politique, le double discours devient systémique. Aux États-Unis, des contre-pouvoirs puissants subsistent, mais certains segments de la vie politique américaine évoluent dans une direction comparable. La propagande russe met en scène un bastion de vertu, d'ordre et de paix ; pourtant, à l'aune même des indicateurs que le régime mobilise volontiers (criminalité violente, alcoolisme, toxicomanie, divorces), cette image s'effondre. La promesse de « paix » est elle-même profondément creuse : le poutinisme est né dans la guerre, à partir de la Seconde Guerre de Tchétchénie, et a ensuite provoqué des conflits qui ont tué ou mutilé des centaines de milliers de personnes, y compris de nombreux Russes.

Cette posture morale est associée à une hypocrisie ostensible. L'image d'un Poutine conservateur et austère s'accorde mal avec les enquêtes criminelles dont il a fait l'objet dans les années 1990 et les innombrables révélations sur les modes de vie fastueux de l'élite russe (avions, yachts, palais). On retrouve, sous d'autres formes, une même mise en scène ostentatoire de la richesse dans certaines fractions des élites américaines. Depuis son retour à la Maison-Blanche en 2025, Donald Trump a vu sa richesse personnelle augmenter substantiellement, tandis que persistent les controverses autour des conflits d'intérêts et de réseaux affairistes, illustrant la manière dont une rhétorique politique hypermoralisée peut coexister avec des pratiques qui la contredisent frontalement. Dans les deux cas, la rigueur et la frugalité relèvent d'une posture théâtrale.

L'abaissement du style politique renforce encore cette inversion. La vulgarité délibérée et l'irrespect performatif deviennent des signaux d'authenticité et de domination. Le langage cru de Trump rappelle un registre que le Kremlin cultive depuis longtemps, où la grossièreté calculée et les gestes ostentatoires de domination banalisent l'arbitraire comme style de gouvernement, détaché de tout standard stable de vérité ou de jugement. Lorsque Trump affirmait pendant la campagne de 2016 qu'il pourrait « se tenir au milieu de la Cinquième Avenue et tirer sur quelqu'un » sans perdre ses soutiens,

il exprimait déjà cette logique : la transgression des limites morales n'est plus disqualifiante, elle devient une ressource politique.

En l'absence de critères stables de vérité, l'action politique tend alors à s'organiser de plus en plus autour du récit plutôt que de la stratégie. Il en résulte un piège stratégique : des dirigeants qui prétendent rompre radicalement avec le passé finissent par en être prisonniers. Les échanges de Poutine avec les dirigeants occidentaux dégénèrent régulièrement en longues litanies historiques sur les prétendues humiliations et trahisons infligées à la Russie, y compris lorsque cela va directement à l'encontre de ses intérêts immédiats. Trump manifeste une compulsion comparable : le retour obsessionnel aux prétendues trahisons européennes, comme l'incompétence supposée de Barack Obama ou de Joe Biden, prend le pas sur tout véritable calibrage stratégique. Le ressentiment se substitue alors à la politique, et la compulsion narrative au raisonnement stratégique. Le désir de rejouer les mythes de la trahison finit par dominer.

Le résultat est le nihilisme : lorsque la vérité ne joue plus aucun rôle de contrainte, l'action politique cesse d'être arrimée à la cohérence ou à la nécessité stratégique. La guerre peut alors se substituer à la stratégie, non plus comme instrument calibré de puissance, mais comme forme de décharge cathartique. La guerre en cours avec l'Iran illustre la rapidité avec laquelle l'escalade peut devenir une fin en soi. *L'hubris* vient compléter l'ensemble. Moscou est entré en 2022 dans la guerre contre l'Ukraine en improvisant, sans véritable plan B – révélant une sous-estimation chronique de l'Ukraine et des réactions occidentales. Washington a, de son côté, sous-estimé à plusieurs reprises la Russie, l'Iran, la Chine, et jusqu'à certains de ses propres alliés européens. Les discussions sur un changement de régime au Venezuela ou en Iran ont semblé davantage guidées par des considérations personnelles ou symboliques que par une planification stratégique rigoureuse, souvent sans état final clairement formulé. Poutine a sacrifié du capital diplomatique et de l'influence régionale sur l'autel d'une posture de défi symbolique ; les dirigeants américains ont, eux aussi, sacrifié des accords, des marges de manœuvre stratégiques et de la crédibilité au profit de gains secondaires ou purement spectaculaires. Dans les deux cas, les dirigeants finissent par sacrifier les instruments mêmes de la puissance (institutions, alliances, crédibilité, conditions du développement économique) au profit du spectacle et du statut.

Conclusion

Le style politique que l'on désigne souvent sous le nom de « poutinisme » n'a pas renforcé la Russie. Il a au contraire réduit les options stratégiques de Moscou et enfermé le Kremlin dans des cycles d'escalade coûteux, jusqu'à déboucher sur la guerre contre l'Ukraine. De même, une éventuelle « poutinisation » de la vie politique américaine n'a pas véritablement renforcé la Russie ; elle a plutôt contribué à accentuer sa marginalisation stratégique.

Le danger pour l'Occident n'est pas que la Russie soit en train de remporter une « autre guerre » – qu'on l'entende comme une revanche post-guerre froide ou comme une victoire indirecte en Ukraine par l'auto-affaiblissement occidental –, il est que les sociétés occidentales puissent, elles aussi, intérioriser un mode d'exercice du pouvoir qui a déjà fait la preuve de son caractère autodestructeur.

Si de grands États européens comme la France ou l'Allemagne devaient à leur tour s'enfoncer davantage dans de telles logiques, les conséquences seraient encore plus graves. L'érosion de l'État de droit, la normalisation de la paranoïa à l'égard des alliés et la substitution du spectacle à la stratégie fragiliseraient les fondements mêmes de la puissance occidentale. L'effondrement de la puissance russe en Ukraine n'est pas un modèle à imiter, mais un avertissement : voilà ce qui advient lorsque le pouvoir se détache du réel.

Dimitri Minic est chercheur et responsable scientifique de l'Observatoire Russie, Europe orientale, Caucase du Sud et Asie centrale au Centre Russie-Eurasie de l'Ifri. Il est l'auteur de *Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, ouvrage issu de sa thèse et récompensé par le Prix Albert Thibaudet 2023. Ce livre paraîtra prochainement en poche dans la collection *Tempus* chez Perrin, et fera également l'objet d'une traduction anglaise publiée chez Bloomsbury Academic.

Comment citer cette publication :

Dimitri Minic, « Le miroir toxique de la Russie. Comment un style politique qui a affaibli Moscou érode aujourd'hui la puissance américaine », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 7 avril 2026.

ISBN : 979-10-373-1205-1

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Illustration de Donald Trump avec Vladimir Poutine © Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

